

## **Intervention aux Rencontres islamo-chrétiennes à Massy le 11 novembre 2016**

Bonjour,

Je remercie les organisateurs de cette rencontre de m'avoir invité.

Je me présente brièvement. Je retraité, suis issu d'une famille juive alsacienne et suis né de parents rescapés du génocide nazi. J'ai eu divers engagements militants, je milite à l'Union Juive Française pour la Paix (UJFP) depuis 2003 et ai effectué plusieurs voyages en Palestine – le dernier a été avec le réseau Chrétiens de la Méditerranée en septembre 2015.

L'UJFP est une association juive qui se compose de personnes croyantes ou non croyantes et aux parcours divers. La culture qui nous unit c'est la mémoire des résistances juives aux racismes, au fascisme, aux luttes anticoloniales, et notre attachement aux valeurs de justice, d'égalité, d'indépendance des peuples.

Nous militons pour une paix juste entre Juifs israéliens et Palestiniens, basée sur le respect du droit international et des droits humains universels, et sommes engagés contre tous les racismes. Nous avons publié le livre « Une parole juive contre le racisme » avec le soutien du Commissariat général à l'égalité des territoires.

Le sujet de notre discussion, c'est donc "La perméabilité du vivre ensemble au conflit Israélo - Palestinien". Il est bien évident que la réponse à cette question dépend largement du regard que l'on porte sur le conflit israélo-palestinien et sur ses répercussions là-bas et ailleurs, et particulièrement en France pour ce qui nous concerne.

Pour l'UJFP le conflit israélo-palestinien est un conflit colonial qui a pour origine l'idéologie sioniste. Le sionisme, qui n'est devenu majoritaire dans les populations juives qu'à l'issue de la seconde guerre mondiale, repose sur l'idée que les Juifs ne peuvent résister à l'antisémitisme que s'ils créent leur propre Etat. C'est donc à la base une idéologie de la séparation, donc contraire au vivre ensemble. Je ne vais pas refaire ici toute l'histoire de l'implantation juive en Palestine et Israël depuis le début du siècle précédent, je ne vais non plus décortiquer tout le processus qui a conduit à la situation d'aujourd'hui, situation dans laquelle les grandes puissances occidentales, dont les Etats-Unis, ont une large part de responsabilité. Je vais simplement rappeler les bases sur lesquelles repose le régime israélien aujourd'hui et montrer qu'elles sont tout le contraire d'un vivre ensemble dans légalité et la justice. Par commodité dans la suite de mon exposé je dirai simplement « vivre ensemble » sans préciser « dans l'égalité et la justice » mais il est bien évident qu'il y a deux conceptions du « vivre ensemble », cette expression étant souvent utilisée : un vivre ensemble dans l'égalité et la justice, et un vivre ensemble dans l'inégalité et l'injustice, entre dominants et dominés, entre maîtres et esclaves.

L'Etat d'Israël poursuit sa politique de dépossession du peuple autochtone palestinien, nie ses droits fondamentaux à l'autodétermination, à l'égalité, et au droit au retour des réfugiés, impose sa suprématie dans toute la région que composent Israël, la Cisjordanie et Gaza (et d'ailleurs aussi le plateau du Golan), humilie constamment le peuple palestinien, persécute les résistants, les traite de terroristes et les pousse au désespoir.

Comment peut-on alors dissenter sur le vivre ensemble en faisant abstraction de cette situation ?

En plus, le gouvernement israélien manipule la religion juive, considère la bible comme un cadastre, et déclare que la colonisation de la Cisjordanie dont Jérusalem n'est pas illégale parce que les ancêtres des populations juives vivaient soi-disant déjà là il y a 3000 ans. D'ailleurs ceux qui sont les plus susceptibles d'avoir de lointains ancêtres hébreux sont les Palestiniens eux-mêmes, parce que leurs familles vivent souvent sur les terres de Palestine depuis de nombreux siècles, alors qu'il n'est pas possible d'affirmer que ce soit le cas d'une grande proportion des habitants juifs.

La politique israélienne est une politique d'apartheid et d'épuration ethnique. D'apartheid parce que les Palestiniens sont soumis dans tous les domaines à des dispositions qui les maintiennent dans un statut d'infériorité. Par exemple si une personne juive israélienne se marie avec une personne palestinienne vivant dans un territoire occupé, la personne palestinienne ne peut pas venir vivre en Israël. Par exemple en Cisjordanie les Israéliens et les Palestiniens disposent de réseaux routiers séparés.

Quant à la politique d'épuration ethnique, elle se manifeste par la judaïsation progressive des territoires à population palestinienne, ce que subissent par exemple les Bédouins du Néguev, expulsés de leurs villages ancestraux.

Par ailleurs, je signale que la politique anti-palestinienne des autorités israéliennes a aussi pour conséquence de masquer les divisions ou tensions entre Juifs ashkénazes et sépharades, pratiquants et non pratiquants, falashas, citoyens originaires d'URSS ...

Il existe parmi la population juive israélienne, il faut le reconnaître, une petite minorité anticolonialiste, courageuse. Mais il y a aussi une gauche sioniste qui se prononce contre la fascisation du régime (ce sont ses termes) et pour la création d'un Etat palestinien, mais pour qui la création d'un Etat palestinien, d'ailleurs non viable selon leur conception, n'est qu'un moyen de se débarrasser des Palestiniens. Un écrivain représentatif de ce courant sioniste de gauche est Amoz Oz, qui a écrit le livre « Aidez-nous à divorcer ». En réaction à ce titre « Aidez-nous à divorcer » on peut se dire naturellement que si des gens veulent divorcer c'est qu'ils ne veulent pas vivre ensemble.

L'Etat d'Israël viole constamment et depuis longtemps les résolutions internationales le concernant, que ce soit contre la colonisation ou pour le droit au retour des réfugiés, et il jouit sur la scène internationale d'une large impunité qui lui permet de continuer à écraser le peuple palestinien.

Face à cette situation deux options sont possibles.

Une première option consiste à traiter Israël comme tout autre Etat et à développer un mouvement citoyen international pour mettre fin à son impunité. C'est le sens de l'appel palestinien au BDS, Boycott, Désinvestissement, Sanctions jusqu'à ce qu'Israël se conforme au droit international. Il s'agit d'une campagne à l'image de celle qui avait contribué à mettre fin à l'apartheid en Afrique du Sud. L'UJFP et de nombreux Juifs dans le monde participent à cette campagne.

Une seconde option consiste à soutenir l'Etat d'Israël, à l'exonérer du respect du droit international, à ne pas le contredire quand il déclare représenter les Juifs du monde entier.

C'est cette seconde voie que suivent la plupart des Etats occidentaux, dont les Etats-Unis et de nombreux autres Etats dont la France.

C'est très grave, parce que faire passer l'ensemble des Juifs pour des supporters d'un régime colonial et d'apartheid ne peut que favoriser l'antisémitisme et nuire au vivre ensemble.

Le gouvernement Valls amalgame l'antisionisme et l'antisémitisme et souhaiterait interdire le BDS en prétendant qu'il est antisémite, alors qu'un mouvement de plus en plus large reconnaît qu'il relève de la liberté d'expression contre la politique discriminatoire d'un Etat, qu'il s'agisse d'associations comme la Ligue des Droits de l'Homme ou Amnesty International, de juridictions comme la Haute Cour britannique, de gouvernements comme les gouvernements hollandais, suédois ou irlandais, de collectivités territoriales, nombreuses en Espagne, et récemment Madame Federica Mogherini, Haute Représentante de l'Union Européenne pour les Affaires étrangères, est intervenue dans le même sens.

Pour justifier leur soutien à l'Etat d'Israël, notre gouvernement et divers courants politiques considèrent que l'antisémitisme, qui certes existe et doit être combattu, mérite une attention plus importante que les autres racismes, alors que se propagent aussi et avec virulence l'islamophobie, le racisme anti-rom et la négrophobie.

L'Etat lui-même, par sa politique, contribue à ces autres racismes.

L'islamophobie a atteint des sommets avec les discriminations et autres attaques contre les femmes musulmanes ou supposées telles portant le foulard, ou avec l'affaire du burkini.

Dans le contexte des tueries terroristes en France, le gouvernement israélien s'est empressé d'amalgamer les assassins avec les résistants palestiniens. Après la tuerie de Nice, des politiciens ont déclaré qu'il fallait israélieniser la société française. Mais l'échec de la politique sécuritaire israélienne est flagrant. Israëliser la société française c'est renforcer les répressions racistes, en particulier contre les jeunes issus de l'immigration, c'est instaurer un régime sécuritaire portant atteinte aux libertés, c'est aiguïser les tensions dans la société civile.

L'Etat d'Israël est à l'avant-garde d'un modèle de société dont s'inspire nos gouvernants, un modèle de société capitaliste néo-libérale appuyé sur des politiques coloniales ou néo-coloniales, et inspiré aussi par l'idéologie du choc des civilisations, qui distingue deux mondes : le monde des populations blanches, prétendues civilisées, éduquées, et le monde des populations musulmanes ou arabo-musulmanes qui abriterait en son sein des terroristes et qu'il s'agirait donc de surveiller, de discriminer, ou de réprimer.

Les guerres contre le peuple palestinien, notamment à Gaza, et le matériel militaire et répressif sophistiqué utilisé dans ces guerres, servent de laboratoire aux Etats occidentaux face aux révoltes populaires qui se propagent en ces temps de crise que nous vivons.

Il est certain que le vivre ensemble est lié à de multiples considérations, sociétales et économiques, mais dans le cadre des questions que nous discutons ici aujourd'hui il est également certain que la promotion d'un vivre ensemble dans la justice, l'égalité et la dignité ne pourra pas réussir si nous ne nous mobilisons pas pour les deux objectifs que sont :

D'une part la solidarité avec le peuple palestinien pour ses droits et l'engagement contre l'impunité d'Israël avec notamment le développement de la Campagne BDS

Et d'autre part la lutte contre tous les racismes sans chercher à les hiérarchiser et en condamnant leurs responsables, en particulier les responsables politiques.

Pour conclure je vous recommande à nouveau notre livre « une parole juive contre le racisme », que nous avons rédigé à l'attention notamment d'un large public d'élèves, de professeurs et d'éducateurs (présentation et possibilité de commande sur le lien : <https://www.ujfp.org/spip.php?article4753> )

Je vous remercie de m'avoir écouté.

Jean-Guy Greilsamer, militant de l'Union Juive Française pour la Paix (UJFP)